



L'emploi contre l'austérité

En France, le taux de **chômage** vient de dépasser les 10% de la population active. Le pays compte 3 millions d'emplois considérés comme **précaires**, notamment pour **les femmes** et pour **les jeunes**. La situation est plus dramatique encore dans les quartiers populaires, comme dans ceux de **Vitry**.

Halte à la folie capitaliste, à la destruction de l'emploi.

Dans l'ensemble des secteurs d'activité, et particulièrement dans le secteur industriel, les plans de **suppressions d'emploi** s'accumulent, le **non remplacement** des départs en retraite continue. Des milliers d'emplois sont menacés : 5000 à **Air-France**, 1250 chez **Presstalis**, 8000 chez **PSA**... Chez **Sanofi**, la direction entend supprimer 900 emplois en France, alors que cette entreprise est devenue la première des entreprises du Cac40, devant **TOTAL**... Pour le Front de Gauche, **le problème n'est pas le prix du travail mais le coût du capital**. Ainsi chez Sanofi 35% des 8,8 milliards d'euros de bénéfices 2011 ont été reversés aux actionnaires, son directeur général s'octroyant un salaire total annuel de 7 millions d'euros, équivalant à **19 000 euros par jour** !

Pour sortir de la crise : combattre l'austérité, les marchés financiers.

Il y a urgence à **changer de politique**. Cependant, en octobre, les députés de l'**UMP** et la *quasi* totalité de ceux du **Parti Socialiste** ont voté le **traité budgétaire européen Sarkozy-Merkel**, non renégocié, qui place la France sous le contrôle de la Commission européenne. En novembre, **François Hollande** a repris à son compte le contenu du **rapport Gallois** qui porte les exigences des **patrons du MEDEF** sur la baisse du «coût du travail». Le premier ministre, **Jean-Marc Ayrault**, se glorifie de conserver l'objectif de 3% de **déficit public** en 2013, pourtant le FMI a chiffré le «coût» de cet objectif à 300 000 chômeurs supplémentaires. La brèche est ouverte et **Laurence Parisot** et les grands patrons du **MEDEF** exigent désormais des syndicats la **casse du CDI** !

Pour le **Front de Gauche**, le plan d'austérité de 30 milliards d'euros, défendu par le Gouvernement engage la France, un peu plus chaque jour, dans l'**engrenage désastreux** qui est en train de ruiner la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, et commence à toucher l'Allemagne. Cette **politique d'austérité** aggrave la crise et nous mène dans le mur. Il est temps d'**abolir le privilège des banques privées** et d'exiger un **audit de la dette**. Il est également temps que les textes de loi votés, par la majorité de gauche du Sénat en 2011 et/ou portés lors de la campagne par le candidat Hollande soient aujourd'hui validés (sur l'**amnistie des syndicalistes**, sur l'**interdiction des licenciements boursiers**...). **Non à la renonciation** !

Pour une politique alternative à gauche.

Le **Front de Gauche** soutient les **salariés en lutte** pour la **défense de l'emploi**. Il s'oppose aux fermetures de postes dans l'ensemble des **services publics**. Ainsi, dans son programme *L'Humain d'abord* !, il affirme qu'on peut aujourd'hui **relancer l'activité économique**, lutter contre le chômage en votant une série de mesures qui **rompent avec la logique capitaliste**.

Exigeons dès maintenant :

Le partage des richesses

Un pôle public bancaire pour le soutien aux industries

L'interdiction des licenciements boursiers

Le droit de reprise des entreprises par les salariés en cas de fermeture.

La limitation drastique des emplois précaires,

L'interdiction du temps partiel imposé,

La réduction du temps de travail...

C'est possible tout de suite !